



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 26 mai 2021

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Commissaire Serge Ntolo Minko, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La MINUSCA se félicite du bon déroulement des élections législatives en République centrafricaine, le dimanche 23 mai 2021. 50 circonscriptions électorales étaient concernées par ces scrutins, dont 8 pour un premier tour des législatives partielles et 42 pour un second tour des législatives partielles.

La MINUSCA salue la collaboration étroite avec les principaux acteurs concernés notamment l'Autorité Nationale des Elections (ANE) et les forces de défense et de sécurité centrafricaines ainsi que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) tout au long des préparatifs et particulièrement le jour du vote. Dimanche, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Denise Brown, le Commandant de la Force, Général Daniel Sidiki Traoré, et le représentant du chef de la composante par intérim de la Police, le Contrôleur général, Mohamed Prince Aledji, ont visité certains bureaux de vote à Bangui.

Conformément à son mandat, la MINUSCA a mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections, en appui aux autorités centrafricaines. Le plan a bien fonctionné, permettant notamment aux électeurs des circonscriptions de Bakouma (Mbomou) et de Gadzi 1 et Gadzi 2 (Mambéré-Kadéï) de pouvoir exprimer leur droit de vote, ce qui n'avait pas été le cas en décembre 2020 et mars 2021, pour des raisons sécuritaires. Selon des données préliminaires recueillies par la division électorale de la MINUSCA, à la date du 24 mai, au moins 2027 bureaux de vote ont fonctionné sur les 2063 concernés par les élections du 23 mai, soit 98%.

Trois incidents ont cependant été provoqués par l'UPC, à Panga 4 (Basse-Kotto) et à Balecho (Ouaka), par des éléments armés assimilés au 3R, dans la localité de Bolio (Ouham). La MINUSCA condamne ces tentatives des deux groupes armés de perturber le processus électoral, et enjoint les deux groupes armés à mettre fin à tout acte d'intimidation.

La MINUSCA continue d'offrir un soutien logistique, technique, et sécuritaire pour l'acheminement des plis scellés du terrain à Bangui, au Centre de traitement des données, pour leur traitement.

Pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Mankeur Ndiaye, les élections législatives de dimanche constituent une étape supplémentaire vers la consolidation de la démocratie à travers l'exercice du droit de vote des électeurs qui en avaient été injustement privés par des groupes armés. Conformément à son mandat électoral, la MINUSCA reste engagée à accompagner les autorités dans l'organisation des élections locales en 2021, le Représentant spécial.

- La MINUSCA, à l'instar des opérations de paix des Nations unies, commémore ce 29 mai, la Journée internationale des Casques bleus de l'ONU. La journée rend hommage au personnel civil, policier et militaire pour sa contribution inestimable au travail de l'organisation. Elle constitue aussi l'occasion d'honorer la mémoire de plus de 4 000 Casques bleus qui ont perdu la vie en servant sous le drapeau des Nations Unies depuis 1948, dont 130 hommes et femmes en 2020.

En raison des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, la journée sera marquée, au quartier général de la MINUSCA, par le dépôt d'une gerbe de fleurs par le Représentant spécial du Secrétaire général, Mankeur Ndiaye, en présence du leadership de la Mission. Entre décembre 2020 et janvier 2021, la MINUSCA a perdu sept casques bleus lors des attaques des groupes armés à Bangui, Bangassou, Dékoa et Grimari.

La Journée internationale 2021 a pour thème « La voie vers une paix durable : mobiliser le pouvoir de la jeunesse en faveur de la paix et de la sécurité ». Dans son message, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, « exprime sa profonde gratitude aux 85.000 civils, policiers et militaires actuellement déployés dans certaines des zones les plus tendues du monde pour protéger les vulnérables et aider à construire la paix ». « Malgré les restrictions liées à la pandémie, ainsi que les risques d'infection, ces hommes et femmes ont poursuivi leur mission tout en appuyant les autorités locales dans la lutte contre la Covid-19 », indique le Secrétaire général dans son message.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période entre le 18 et le 24 mai, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 36 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 65 victimes (44 hommes, cinq femmes, deux garçons, deux filles, huit victimes inconnues et quatre victimes collectives). La DDH a observé une diminution du nombre d'incidents et une augmentation du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (40 incidents et 61 victimes). Cette diminution est liée aux activités de renforcement de capacité effectuée par les bureaux de terrain. Les préfectures les plus touchées sont la Mambéré-Kadéï, la Nana- Mambéré, l'Ouham-Pende, la Haute-Kotto, la Ouaka et l'Ouham-Fafa. D'autres allégations de pillage dans la préfecture de l'Ouham sont en cours d'investigation.

Les abus et violations enregistrés concernent des cas de meurtres (six incidents et neuf victimes), de menace de mort (trois incidents et trois victimes), de viol (un incident et une victime), de torture (un incident et trois victimes), de menace à l'intégrité physique (deux incidents et deux victimes), d'atteintes à l'intégrité physique et de traitement cruel (11 incidents et 26 victimes), de confiscations de biens (trois incidents et six victimes), de détention arbitraire de liberté (cinq incidents et 10 victimes), d'enlèvement (un incident et une victime), occupation d'école (un

incident et une victime collective) et de destructions et de pillages (deux incidents et trois victimes).

Les auteurs présumés des abus/violations documentés cette semaine sont les groupes armés avec 14 incidents affectant 28 victimes : Anti-Balakas (six incidents et 12 victimes), 3R (quatre incidents et neuf victimes), MPC (deux incidents et trois victimes), UPC (un incident et trois victimes) et Anti-Balakas/MPC/FPRC (un incident et une victime).

Les FACA, les FSI et leurs alliés sont présumés auteurs de 22 incidents affectant 37 victimes.

DDR/CVR

- Les opérations de désarmement et de démobilisation mises en œuvre par l'équipe mobile de l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (UEPNDDRR), avec le soutien de la MINUSCA, sont en cours depuis le 22 mai 2021 à Kaga-Bandoro. Au deuxième jour des opérations, 34 combattants du MPC ont été désarmés et démobilisés, tandis que 31 armes de guerre (dont 3 collectives) et 30 cartouches ont été collectées, ce qui correspond au ratio d'armes de guerre prévu pour l'éligibilité au PNDDRR.

Dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) à Bangui, l'équipe DDR MINUSCA/UNOPS, les responsables du Comité Local de Paix et de Réconciliation du 3^{ème} arrondissement ainsi que des responsables des ex-groupes d'auto-défenses de PK5 ont sensibilisé les 500 bénéficiaires de la 2^{ème} vague sur la discipline et le code de bonne conduite dans les centres où ils sont en formation. Par ailleurs, 80 bénéficiaires dont 66 femmes de la filière couture du 3^{ème} arrondissement de Bangui ont reçu de la MINUSCA/DDR une commande de 10.000 masques destinés aux personnes vulnérables et aux bénéficiaires du programme CVR en formation et de l'UEPNDDRR engagés dans les opérations de Désarmement et de Démobilisation.

A Bangassou, la section DDR de la MINUSCA en collaboration avec l'hôpital régional a organisé une journée du don de sang au cours de laquelle 50 bénéficiaires du CVR dont 15 femmes ont donné volontairement leur sang. Ils ont aussi été sensibilisés sur les mesures de prévention du VIH/SIDA.

A Birao, l'équipe DDR a lancé les activités de travail contre rémunération appelé (Cash for work/Travail contre revenu) pour 250 bénéficiaires qui participeront à diverses activités, notamment la réhabilitation de routes et l'assainissement de la ville, en collaboration avec d'autres sections de la MINUSCA et avec le soutien du contingent zambien.

A Bria, l'équipe DDR a visité plusieurs sites de projets pour évaluer l'état d'avancement des travaux. Il s'agit notamment de la clinique juridique, de la résidence du personnel du ministère de la Justice et du laboratoire de l'hôpital de la ville.

Le programme CVR 2021 bénéficie à jour 3573 personnes dont 1497 femmes dans six localités (Bangui, Bouar, Bria, Kaga-Bandoro, Bossangoa et Bangassou). Les bénéficiaires sont sensibilisés à la paix et à la cohésion sociale, adhèrent à la remise volontairement d'armes remises et suivent des formations professionnelles, avec des opportunités de travail-contre-revenu.

BUREAUX RÉGIONAUX

- Le 20 mai à Markounda, la section des Affaires civiles de la MINUSCA du bureau de Bossangoa a rencontré cinq membres (dont deux femmes) du comité local de prévention des conflits liés à la transhumance afin de lancer la campagne de sensibilisation sur la gestion pacifique des conflits liés à la transhumance. Les acteurs ont constaté une diminution du nombre d'incidents lors de la campagne 2020-2021, une amélioration dûe à l'atelier transfrontalier de janvier dernier qui avait réuni éleveurs transhumants, propriétaires de bétail, agriculteurs et les autorités des localités frontalières de la RCA et du Tchad.
- La MINUSCA a officiellement remis les maisons des femmes de Bayanga et Nola, construites dans le cadre de projets à impact rapide. Ces édifices doivent contribuer à l'autonomisation des femmes dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré. A Bria, la construction de l'abattoir de la ville a été lancée et doit aboutir à la construction d'un hangar de 20 mètres x 10 mètres à environ cinq kilomètres du PK3.
- Une mission conjointe composée des autorités du Haut-Mbomou et de la MINUSCA a séjourné à Mboki du 17 au 24 mai. Cette mission a notamment permis de délivrer 300 actes de naissance aux enfants en âge scolaire fixé entre 6 et 18 ans, lors d'un jugement de délivrance des actes de naissance. Des ateliers de sensibilisation ont eu lieu au profit des parents et des leaders communautaires sur l'importance d'un acte de naissance mais aussi sur la culture de la paix, l'accord politique et le mandat de la MINUSCA.

Lors de ces rencontres, les femmes de Mboki ont dénoncé les différentes violences que leur font subir les groupes armés, y compris les viols, le vol de leurs biens et la destruction des champs.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 25 mai 2021:

- Cas accumulés	809
- Cas guéris	780
- Cas actifs	12
- Décès	8

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été relativement calme, marquée par le déploiement conséquent de troupes dans plusieurs localités dans le cadre de la sécurisation de échéances électorales du dimanche passé. Quelques incidents isolés notés, visant à perturber les votes, n'ont pas eu d'incidence sur le déroulement globale de ces joutes électorales dont la bonne sécurisation a été saluée par tous les acteurs. La Force, en sus de sa mission prioritaire de protection des populations civiles, continue d'exécuter des activités de soutien et d'assistance sous diverse forme.

Sur toute l'étendue du territoire les opérations d'acheminement et de récupération des matériels électoraux se sont bien déroulées et aucun n'incident sécuritaire n'a entravé la bonne tenue des élections. Dans tous les secteurs, les unités de la force se sont déployées conformément au plan intégré de sécurisation des élections et aux priorités définies par l'Autorité Nationale des Elections. En effet sur les 50 circonscriptions où les votes avaient été perturbés ou n'avaient pas pu se tenir, les autorités nationales avait identifié des priorités sur lesquels la Force a mis l'accent.

La situation sécuritaire où l'enclavement avait été la principale entrave au déroulement normal du processus. Ainsi dans l'est, plus de 300 casques bleus ont été déployés dans la zone de Bakouma pour assurer la sécurisation du vote. Ce déploiement n'a pu être réalisé qu'avec la réparation de 9 ponts entre Bangassou et Bakouma par le détachement de génie militaire Pakistanais, dont certains étaient entièrement détruits. Ces opérations se poursuivront dans les semaines à venir vers le nord pour la réhabilitation de cet axe important jusqu'à BRIA.

Le commandant de la Force, le général Sidiki Daniel Traoré s'est d'ailleurs rendu à Bakouma le vendredi 21 mai, en compagnie du Directeur du soutien de la mission, pour d'une part féliciter les troupes pour le travail accompli et d'autre part rencontrer les populations locales et les assurer du soutien constant de la mission. Plus à l'ouest, les casques bleus péruviens ont réalisé des prouesses similaires pour rétablir la mobilité jusqu'à Gadzi grâce à la remise en service d'un pont à hauteur de Irmabaro le 21 mai. Des efforts ont ainsi été notés dans la sécurisation de Batangafo, Bossangoa, Bambari et Kouango entre autres pour s'assurer que toutes les populations de ces localités puissent exercer le droit civique. Les casques bleus camerounais ont dans le cadre de la sécurisation des élections travaillé en étroite coordination avec les FACA, et ont ainsi mené des patrouilles conjointes, à pied comme en véhicule, jusqu'à sept kilomètres de la frontière tchadienne sur les axes Pougol-Bebenguere et Pougol-Ndim.

Activités de soutien aux populations

En dépit de la charge considérable qu'ont représenté ces opérations de soutien au processus électoral, les unités ont pu maintenir leurs activités d'assistance aux populations. Les campagnes médicales exécutées à Kaga-Bandoro, Bouar et Bossangoa par les contingents pakistanais et bangladais et camerounais se sont poursuivis. Plus de 20000 kits de dépistage de paludisme, plus d'une cinquantaine de type de médicaments ont été délivrés et 120 patients ont reçu un traitement à Bouar.

Dans l'Ouest du pays, Le programme de développement des compétences pour les jeunes qui a débuté le 15 mars 2021 sous la supervision des casques bleus bangladais se poursuit toujours et permet de contribuer à la formation des jeunes et des populations vulnérables. Des activités de soutien similaires ont été menées à CARNOT par les casques bleus tanzanien.

Dans l'Est du pays, les casques bleus rwandais ont visité, le 19 mai, l'association des femmes de Gobolo (Femme Pheur) afin de suivre les activités de fabrication de savon et de surveiller le terrain sur lequel le potager sera cultivé dans le cadre d'un programme d'aide à l'autonomisation financière. De leur côté, dans le cadre des projets à impact rapide, les casques bleus zambiens, sont en train de finaliser la construction d'un pont en béton armé à hauteur du PK 45 sur l'axe Bria - Ira Banda afin d'améliorer la circulation sur cet axe important de communication.

A Bangui, les opérations de soutien aux élections ont eu lieu dans quelques bureaux où les résultats des précédentes sessions avaient été invalidées par les autorités compétentes. En ce moment même, les opérations d'acheminement des matériels sensibles des différents démembrements vers les entrepôts de l'ANE se poursuivent en collaboration avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines. Toujours dans le cadre de l'appui aux populations, les unités de l'état-major intégré de Bangui ont procédé à la distribution de 91500 litres d'eau au profit de 2400 bénéficiaires au courant de la semaine écoulée. La semaine actuelle est marquée par la journée internationale des casques bleus qui sera célébrée se samedi 29 mai et en ce moment même certains de vos collègues nous aident à mieux faire connaître ces casques bleus qui servent le peuple centrafricain dans le cadre d'échanges sur leur travail quotidien et leurs expériences avec la presse locale.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

La semaine écoulée de la composante police de la Minusca a fait l'objet d'intenses activités, marquées par les préparatifs et la sécurisation des élections législatives du 23 mai.

Soucieux du bon déroulement du scrutin, le Contrôleur Général de Police, Mohamed Prince Aledji, chef par intérim de la Police de la MINUSCA, a conjointement avec le leadership de la mission, visité plusieurs centres de vote à Bangui.

APPUI OPERATIONNEL DANS LE CADRE DES ELECTIONS

Les états-majors intégrés de la MINUSCA à travers leurs unités de police constituées et les officiers de police individuels conjointement avec les forces de sécurité intérieure, ont renforcé et poursuivent les patrouilles diurnes et nocturnes dans les différents artères et carrefours sensibles de Bangui et en régions, en vue de garantir la paix avant, pendant et après les élections.

Dans ce registre élections, 35 officiers de police individuels ont été déployés par voie terrestre et aérienne en appui à ceux des régions, des unités de police constituées et surtout des forces de sécurité intérieure pour la sécurisation du scrutin du 23 mai.

Ainsi, le 22 mai, trois escortes orientées sur plusieurs axes ont été mises en place comme suit :

- axe Bria-Yalinga sous escorte de la force zambienne, 02 Unpol et 02 FSI
- axe Bria-Irabanda-02 Unpol et 02 FSI (escorte Zambienne)
- axe Bossangoa-Nana Bakassa 01Unpol et 01 FSI (escorte bataillon Cameroun)
- axe Bossangoa-Nangha Boguila (escorte de la force Camerounaise)

Le 21 mai, en prélude à l'élection du 23 mai, un détachement de 42 éléments de l'unité de police constituée du Rwanda (RWAFPU2) a quitté Kaga-Bandoro préfecture de la Nana Gribizi pour s'établir à Batangafo, préfecture de la Ouham afin de sécuriser les civils.

Précédemment à Paoua, le 20 mai dernier, les officiers individuels de la composante police des Nations unies conjointement avec les autres sections de la Minusca concernées, ont procédé, après la vérification et la distribution, au convoyage du matériel électoral de 107 bureaux de vote vers les communes Bimbi, Bah-bessar et Mia-Pende sans incident

En ce qui concerne la sous-préfecture de Bakouma, en plus des dispositions précédemment prises, une équipe Unpol s'y est également déplacée en convoi sous escorte des forces rwandaises et marocaines.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Dans le mentoring et monitoring plusieurs thèmes ont été abordés dans les unités de Police et de Gendarmerie par les officiers d'UNPOL à Bangui et en régions sur les « les principales infractions électorales », « le rôle des forces de sécurité intérieure dans la sécurité communautaire », « les règles d'accès aux bureaux de vote », « rappel de la déontologie sur l'honneur ».

A Bouar et à Berberati, le mentoring a porté respectivement sur « la sécurisation des élections » et « la recherche du renseignement en période électorale ».

A Bouar, l'unité de police constituée du Cameroun (CAMFPU-1) continue de sécuriser les points sensibles pendant que celle du Sénégal (SENFPU1) conjointement avec la force camerounaise assure la sécurisation des convois de camions de marchandises de Bangui à Bossembele.

Le 21 mai, s'est tenu à Bangui, une session de sensibilisation sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VSB) et les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) au profit de 25 conducteurs de taxi-motos des quartiers Boeing et Bimbo.

Cette session animée conjointement par l'équipe Unpol et les FSI, a retenu comme recommandations, l'élargissement des sensibilisations auprès des autres conducteurs de motos estimés à 40.000 dans tous les huit arrondissements de la ville et la demande d'un appui matériel et financier pour la sensibilisation de leurs pairs des périphéries et régions.

A Ndélé, Préfecture de la Bamingui Bangouran, Unpol est intervenue le 21 mai, dans le cadre d'une réunion d'échange avec une trentaine de membres du FPRC relativement à l'APPR.

Cette réunion, présidée par le préfet de la localité, en présence du sultan-maire, les forces de défenses et de sécurité et de la MINUSCA.

A cette occasion les officiers individuels ont expliqué leur mandat tout en mettant l'accent sur la responsabilité collective et individuelle pour quiconque mènera des activités mettant en danger autrui et particulièrement les civils sans défense. Une recommandation a été faite sur la dénonciation de toute forme de criminalité afin que les auteurs soient conduits devant la justice.

Fruit d'une coopération UNPOL-ONU femme, 3000 affiches publicitaires de la ligne 1325 basée à la Direction Générale des Opérations de la Gendarmerie à Bangui ont été remis le 19 mai. Lesdites affiches, permettront de vulgariser la ligne verte 1325 auprès des couches vulnérables, afin que ces dernières puissent bénéficier des interventions promptes des forces de sécurité intérieure, sur toute l'étendue du territoire centrafricain, en cas d'appel de détresse.

© SCPI 2021